

**ARRÊTÉ DCCPAT N° 169 portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Société Fromagerie de Vihiers, à LYS-HAUT-LAYON**  
installations de transformation du lait en fromages

**LE PRÉFET DU MAINE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

- Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 521-17 ;
- Vu** le règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) no 517/2014 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 04 mars 2005 autorisant la société Fromagerie de Vihiers à poursuivre et étendre l'exploitation de ses installations de réception et de transformation du lait sur la commune de Vihiers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 05 octobre 2005 prescrivant des prescriptions complémentaires à la société Fromagerie de Vihiers (modalités de transmission des données d'autosurveillance) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2012 prescrivant des prescriptions complémentaires à la société Fromagerie de Vihiers (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 03 juillet 2012 prescrivant des prescriptions complémentaires à la société Fromagerie de Vihiers (Prévention de la pollution des milieux aquatiques) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;
- Vu** le courrier préfectoral du 04 décembre 2017 actant le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 4718-2, 4802-2 et 4735-1 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société Fromagerie de Vihiers en date du 23 octobre 2024, transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport sus-visé ;

**Considérant** que les installations exploitées par la société Fromagerie de Vihiers sont dûment autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 04 mars 2005 ;

**Considérant** que la société Fromageries de Vihiers détient et exploite des équipements de réfrigération contenant des fluides frigorigènes visés à l'annexe I du règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;

**Considérant** que l'article 6-1 du règlement susmentionné prévoit que « Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien » ;

**Considérant** que, lors de la visite du 23 octobre 2024 effectuée sur site, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la société Fromagerie de Vihiers détient et exploite un équipement énuméré à l'article 5, paragraphe 2, point a) du règlement (UE) 2024/573 et contenant une quantité de fluide inscrits à l'annexe I supérieure ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, à savoir l'équipement dénommé « Eau glacée » ;

**Considérant** que, lors de la visite du 23 octobre 2024 effectuée sur site, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'équipement sus-mentionné n'était pas doté d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien et répondant aux critères de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 6-1 du règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 521-17 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Fromageries de Vihiers de respecter les dispositions de l'article 6-1 du règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire,

## **ARRÊTE**

**Article 1.** La société Fromagerie de Vihiers, exploitant des installations de transformation du lait, sises 2 route de Niort-Saint-Hilaire-du-bois 49310 Lys-Haut-Layon, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6-1 du règlement (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, en dotant l'équipement dénommé « Eau glacée » d'un système de détection de fuite, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

La mise en œuvre de ce dispositif doit satisfaire aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

L'exploitant justifiera du respect des dispositions ci-dessus par la transmission au préfet, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, de tous documents permettant d'attester des mesures prises (photographies, études, documents techniques, attestation du prestataire).

**Article 2.** Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 521.18 du code de l'environnement.

**Article 3.** Le présent arrêté est notifié à la société Fromagerie de Vihiers par lettre recommandée avec accusé réception.

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Maine-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6.** Le Secrétaire Général de la préfecture, le Sous-préfet de Cholet, le maire de Lys-Haut-Layon et les inspecteurs de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **04 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel LE ROY

